

TACAUD

TCHAD (MARS 1978 - MAI 1980)



I - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OPÉRATION

1-1 Type d'opération

Intervention militaire dans un pays africain auquel la France est liée par des accords de défense¹ et en vertu de l'article 51 de la charte des Nations Unies.

1-2 Mandat

Stopper les forces rebelles du Nord, appuyées par la Libye, qui menacent de s'emparer de la capitale N'Djamena.

1-3 Durée de l'opération Mars 1978 - mai 1980.

1-4 Zones ou pays concernés Tchad

1-5 Evolution de la situation géopolitique

Après un putsch, en avril 1975, le général Malloum prend la tête du Conseil Supérieur Militaire (CSM). Depuis août 1978 son premier ministre est Hissen Habré.

L'armée nationale tchadienne, au début du conflit, compte 5.000 hommes auxquels s'ajoutent ceux de la garde nationale nomade (3.500) et ceux de la gendarmerie (1.700). Sa vulnérabilité est forte en raison notamment de son manque de combativité, de la faible motivation de ses chefs et de la sous représentation des différentes ethnies du nord.

Alors que depuis 1975 la présence française au Tchad est limitée à la seule assistance militaire technique (AMT), les mouvements de rébellion (11 tendances...) amplifient leur action, en particulier au nord du pays où opère la «2^{ème} armée» de Goukouni Oueddei.

¹ Textes du 6 mars 1976

1-6 Caractéristiques de l'opération Contexte de l'intervention

Au cours de l'année 1977, la situation militaire s'est aggravée dans le Tibesti. En février 1978, l'armée tchadienne subit les attaques des rebelles toubous soutenus par la Libye. Successivement, les villes de Faya-Largeau, Ounianga, Fada et Koro-Toro tombent aux mains des rebelles. L'armée nationale a perdu 2.000 hommes ainsi qu'un matériel considérable. Le général Malloum, chef du CSM, demande à la France d'accroître son aide en hommes et matériels. Celle-ci, en application des accords signés en 1976, déclenche, en février 1978, l'opération «CITRONNELLE» (4-21 février 1978) préliminaire à l'opération TACAUD. Cette dernière vise à défendre le Tchad «utile» c'est à dire au sud d'une ligne Biltine - extrémité nord du lac Tchad.

Règles d'engagement

Elles sont d'abord limitées à des missions d'instruction, de réorganisation et de conseil. L'autorisation d'employer les forces françaises dans les combats de **Salal** (15 -25 avril 1978) ouvre le début de l'implication ouverte et directe des unités françaises.

Le commandant des éléments français (COMELEF) dépend directement du chef d'état-major des armées (CEMA).

Moyens engagés

Les effectifs de TACAUD évoluent tout au long de l'opération. Ils atteignent un pic de 2.200 hommes (AMT incluse) puis se réduisent progressivement jusqu'au désengagement en mai 1980. Les chiffres donnés ci-dessous sont ceux du premier semestre 1979.

Effectifs moyens par armée

Armée de terre: 2.050

Armée de l'air: 110

Marine : 40

Corps d'appartenance

Armée de terre: 11^{ème} DP, 9^{ème} DIMa, 1^{er} REC, 2^{ème} REI, divers armée de Terre

Armée de l'air: forces aériennes tactiques (FATAC) , forces aériennes stratégiques (FAS), 7^{ème} et 11^{ème} escadres de chasse, 61^{ème} escadre de transport.

Marine : Commando Marine, Aéronavale

Matériels majeurs

Automitrailleuses légères (AML) 90 et 60 ; canons de 105 ; poste de tir missile AC MILAN ;

Hélicoptères : 4 hélicoptères légers (HL) Alouette III, 8 hélicoptères de manœuvre (HM) SA 330 Puma (canon + cargo), 2 HL SA 342 et 5 HM SA 330 Puma cargo auprès de l'armée tchadienne.

Avions : Jaguar, KC 135, C160, 6 avions d'observation L 19 (armée tchadienne), Breguet Atlantic (Marine)

II - CHRONOLOGIE



2-1 Planification

Aucun plan d'ensemble n'a été conçu pour cette intervention. Les éléments sont mis en place progressivement.

La mission initiale du groupement terre de TACAUD consiste, dans un premier temps, à conseiller les forces tchadiennes et préparer les conditions d'un éventuel engagement d'éléments militaires français envoyés en renfort.

2-2 Montée en puissance

Trois grandes phases peuvent être distinguées :

- L'intervention militaire, de **fin février 1978 à mars 1979**, qui permet de stabiliser la situation militaire sur la ligne Abéché - Ati - Moussoro.
- La période de neutralité, de **février à juillet 1979**,
- L'aide à la reconstruction de l'Etat tchadien, de **juillet 1979 à mai 1980**².

2-3 Phases de déploiement

A partir du 28 février 1978, arrivée des premiers renforts : 230 hommes, 54 véhicules.

Engagement direct des forces françaises dans les combats de Salal (25.04.78), Louga (12.05.78), Ati (19-20.05.78), Djedaa (23.05 et 01.06.78). Renforcement progressif des moyens et des personnels.

Le déploiement de **10 Jaguar**, à partir du 27 avril, donne une dimension significative à l'opération.

La situation se stabilise au second semestre 1978 et le président du CCFAN³, Hissen Habre rejoint le gouvernement du général Malloum. De graves dissensions se font jour entre les deux hommes et provoquent, du 12 au 15 février 1979, la bataille de N'Djamena qui oppose les partisans d'Hissen Habre à ceux de Malloum. En mars 1979, ont lieu les combats d'Abéché et la deuxième bataille de N'Djamena. Le mois de mai voit le rapatriement des populations menacées dans le sud et le début du désengagement du groupement d'Abéché.

² Il faut également noter le soutien apporté par le dispositif TACAUD à l'opération BARRACUDA en Centrafrique.

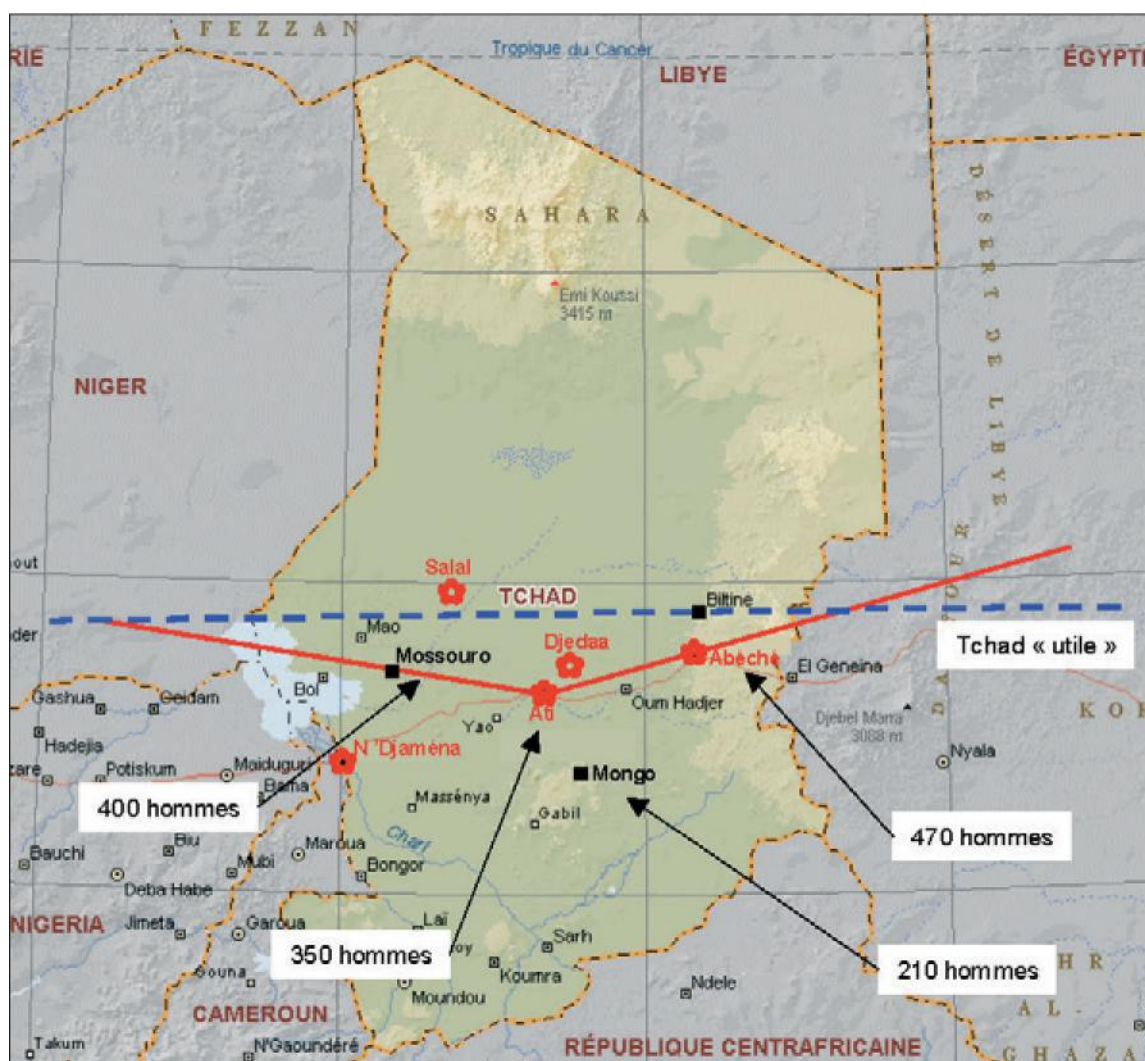
³ Conseil de Commandement des Forces Armées du Nord, mouvement rebelle toubou, fondé en 1972 par Hissen Habré et Goukouni.

2-4 Désengagement

En août 79, à la suite des accords de Lagos, Paris décide du repli de toutes les troupes déployées sur le terrain vers N'Djamena. Après la démission du général Malloum, un gouvernement national de transition (GUNT) est présidé par Goukouni. La mise en place, début 1980, d'une force d'interposition neutre n'empêche pas la reprise des combats, en particulier à N'Djamena, entre les diverses factions tchadiennes. En mars 1980 éclatent les affrontements les plus meurtriers, entre les forces de Goukouni et celles d'Hissen Habré, qui s'étendent à l'ensemble du pays. Après le retrait de la force neutre (fin mars 1980) la France annonce le retrait des troupes françaises (27 avril 1980). Déclenchement de l'opération d'évacuation (ANABASE : 28 avril -17 mai 1980).

Mai 1980 : fin de l'opération TACAUD.

OPÉRATION TACAUD (MARS 1978 - MAI 1980)



III - DISPOSITIF / DÉPLOIEMENT

3-1 Dispositif de l'opération

Le dispositif franco-tchadien (1978-1979) sur le terrain couvre l'accès général de N'Djamena (1.000 hommes), sous forme de points d'appui : **Moussoro** (400 hommes), **Ati** (350 hommes), **Mongo** (210 hommes) et **Abéché** (470 hommes), structurés en groupement tactique interarmes, formés (hormis à Mongo) d'un état-major tactique (EMT), une unité élémentaire (UE) d'infanterie, un escadron d'AML, une batterie d'artillerie ou une section de mortiers lourds de 120 millimètres (SML) et renforcés par des moyens de l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT). Ils sont réarticulés à partir du second semestre 1979 et l'ensemble des troupes françaises est alors regroupé sur la capitale.



3-2 Cartographie

Les troupes françaises disposent d'une cartographie satisfaisante compte tenu de la longue implantation de la France dans ce pays. Au fil de l'opération, la **photo aérienne** devient un outil indispensable.

IV - BILAN DE L'OPÉRATION

4-1 Opérationnel

Les deux enseignements majeurs tirés de cette opération concernent la **maîtrise de la logistique** opérationnelle et la nécessité de disposer d'un système de **renseignement** adapté au territoire, et qui doit impliquer davantage, en amont et en aval, plusieurs acteurs comme le Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN) par exemple.

Le concept d'emploi de l'ALAT outre-mer a notoirement évolué et a été avantageusement utilisé ultérieurement.

L'emploi de l'appui aérien s'est avéré indispensable, voire décisif. Outre sa signification diplomatique, l'avion de combat JAGUAR devient sur le théâtre africain une redoutable arme de dissuasion.

La mission TACAUD a été un **succès militaire**⁴ puisqu'elle a permis l'évacuation de plus d'un millier de civils européens sur Libreville et Yaoundé lors des combats dans la capitale et à Sahr, empêché la progression vers le sud du Tchad des Libyens et de leurs alliés, permis l'ouverture de

⁴ L'aspect politique et les divergences entre l'état-major des armées (EMA) et la présidence de la République ne sont pas abordés ici.

négociations entre les différentes tendances de la rébellion et, dans une large mesure, maintenu la continuation du soutien aux populations locales (ravitaillement, aide médicale, transport, etc.) dans un contexte particulièrement bouleversé.

4-2 Pertes humaines

Opération : 18 tués, 27 blessés Accident : 10 tués, 15 blessés

4-3 Pertes matérielles

5 JAGUAR (dont 3 par accident), 1 HL Alouette III (crash), 1 avion L19, 3 AML

4-4 Enseignements tirés

A ses débuts TACAUD a connu de **graves lacunes** dans le domaine **logistique**. Les **difficultés d'approvisionnement en carburant** ont créé une situation de crise latente et constitué un des soucis majeurs des différents COMELEF.

La montée en puissance de la composante **renseignement** s'est déroulée de façon erratique. L'absence de renseignement dans la profondeur, en dépit de celui fourni par les moyens d'observation aérienne, a constitué un handicap majeur. Le

manque de spécialistes dans ce domaine - en particulier arabophones - s'est révélé être une faiblesse significative au sein du dispositif français.

L'emploi de l'**ALAT au Tchad** a mis en évidence, en sus des conditions climatiques qui ont accentué le **manque de moyens véritablement adaptés aux engagements outre-mer**, plusieurs contraintes liées à la **dispersion des aéronefs** qui ne pouvaient effectuer aucune action massive immédiate, centralisée et significative. La multiplication des dispositifs et charges logistiques a accentué les indisponibilités et enfin la politique d'économie des moyens a généré un sous-entraînement des équipages (en particulier des tireurs), l'inactivité et une baisse du moral du personnel ainsi sous employé.

Pour ce qui concerne le domaine **Santé**, les premiers mois d'engagement ont été particulièrement difficiles et les taux de rapatriements sanitaires très élevés. En dépit d'une meilleure sensibilisation à l'hygiène, d'un vieillissement sensible des personnels et de l'acclimatation des unités, le risque d'hépatite virale est demeuré sous-jacent tout au long de l'opération TACAUD.

La manière très pragmatique avec laquelle les problèmes posés par le manque de renseignements, l'approvisionnement en carburant, l'emploi de l'ALAT et l'infrastructure santé (les tentes gonflables de



l'antenne chirurgicale aérotransportable (ACA) se sont révélées rapidement et totalement inappropriées au climat tropical) montrent qu'il n'a pas été suffisamment tenu compte des enseignements de la précédente intervention en 1969-1972 (Plan LIMOUSIN).

L'opération TACAUD marque un **tournant** avec les interventions antérieures⁵, en particulier pour ce qui concerne l'ampleur des moyens interarmées déployés et la nature de l'adversaire dont les moyens sont sans commune mesure avec ceux de l'opération LIMOUSIN. En second lieu, elle préfigure, à bien des égards, les nouveaux concepts d'intervention, dans un environnement désertique, qui trouvent une application, quelques années plus tard, lors de l'opération MANTA et, ultérieurement, lors de l'engagement dans le Golfe.

⁵ L'accélération de la professionnalisation des unités d'intervention est un exemple de transformation provoquée par les opérations au Tchad.